Un modèle américain ?

Les universités au cœur de la société

An American model? Universities in the heart of society

¿Un modelo americano? Las universidades en el corazón de la sociedad

Romain Huret

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/269>

DOI : 10.4000/ries.269

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

Pagination : 127-134

ISBN : 978-2-85420-570-1

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Romain Huret, « Un modèle américain ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 45 | septembre 2007, mis en ligne le 23 juin 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/269> ; DOI : 10.4000/ries.269

Un modèle américain ? Les universités au cœur de la société

Romain Huret

Dans les années 1960, le président de l'université de Californie, Clark Kerr, invente le néologisme de « multiversité » pour désigner la singularité de l'université américaine : elle n'offre pas simplement une formation scientifique comme ce fut le cas dans le passé mais elle a désormais pour objectif de préparer les citoyens aux enjeux du monde moderne. C'est selon lui la force du modèle universitaire américain : s'il a emprunté à l'Allemagne ses pratiques de recherche, il a réussi le tour de force de démocratiser le système tout en l'intégrant pleinement à la vie économique et sociale du pays¹. Dans un pays plongé au cœur de la guerre froide, l'enthousiasme de Kerr doit beaucoup à l'optimisme des années 1960. Mais cette conception n'est pas un pur effet de rhétorique, aiguë par l'opposition avec l'ennemi soviétique. L'investissement des Américains dans le système éducatif, et notamment dans l'enseignement supérieur, a été massif, émanant du secteur public mais également du secteur privé. C'est une politique qui remonte au début du vingtième siècle et qui, en raison de sa malléabilité, a su parfaitement s'adapter aux différentes mutations géopolitiques et économiques. La force du modèle tient en peu de choses : mettre l'université au cœur de la société en la reliant en amont à la diversité sociale du pays sans cesse renouvelée par l'immigration, et en aval aux entreprises qui assurent l'exceptionnelle réussite du pays dans le monde. La porosité entre les deux mondes transforme l'université en caisse de résonance des débats intellectuels et politiques qui parcourent le pays. Est-ce un hasard si les premiers programmes de discrimination positive ont été d'abord mis en place dans les entreprises et les universités au cours des années 1960 ?² Cette conception d'un rôle social, économique et culturel de l'université, alors que la France insiste principalement sur la fonction citoyenne, ne fait pas nécessairement de l'université américaine un modèle qu'il faudrait imiter. C'est en raison même de cette porosité avec la société que l'université américaine présente des traits moins louables et qui en limitent incontestablement le pouvoir d'action et sans doute, à terme, les capacités de recherche.

127

1. Clark Kerr, *The Uses of the University*, Cambridge, Ma, Harvard University Press, 1963.

2. Daniel Sabbagh, *L'égalité par le droit. Les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis*, Paris, Economica, 2003.

LA NAISSANCE D'UN MODÈLE UNIVERSITAIRE

La visite d'une université américaine est souvent trompeuse pour un voyageur français pressé. La douceur et le luxe des campus, souvent éloignés des centres-villes, donnent l'image de belles tours d'ivoire fort éloignées de la réalité du monde. Pourtant, l'université est au cœur de la société américaine, de sa vie économique et de la vie culturelle aussi bien pour les universités publiques que pour les universités privées. Très tôt, le pays a compris que, sans une fluidité sociale en amont et une collaboration multiple en aval, l'université ne serait qu'une coquille vide, un lieu de production du savoir déconnecté des réalités pratiques. C'est du côté de l'Allemagne que les réformateurs américains puisent leurs inspirations lorsqu'ils réfléchissent aux profondes mutations apportées par la révolution industrielle³.

En effet, la réflexion sur l'université américaine s'est accélérée au début du vingtième siècle. Les élites américaines décident de renforcer la collaboration entre les universités, les fondations philanthropiques et les entreprises. Les centres de recherche deviennent dès lors financés par le biais de fonds privés. Un système de défiscalisation des revenus en cas de création de fondations permet de garantir le bon fonctionnement de l'ensemble. Comme l'a démontré l'historien Olivier Zunz, la mise en place de ce modèle a permis un essor important de l'économie américaine : c'est une triangulation particulièrement efficace qui se met alors en place⁴. L'explication de la réussite américaine n'est pas à chercher ailleurs. Certes, le système a connu des modifications au cours du vingtième siècle. Les élites ont parfaitement compris que, sans un recrutement social plus diversifié, le système risquait de se gripper rapidement.

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État accentue son rôle croissant en aidant non seulement les étudiants à accéder à l'université mais également en créant une structure de financement de la recherche, la *National Science Foundation*. L'objectif est alors double : élargir le recrutement social des étudiants en rendant l'université accessible à tous les chercheurs ; intensifier la recherche ensuite. Dès la fin de la guerre, le *GI Bill* ouvre les portes de l'enseignement supérieur à plus de deux millions d'anciens combattants sur les quatorze millions qui furent mobilisés⁵. En 1958, au lendemain du choc causé par l'envoi du satellite Spoutnik dans l'espace, le vote du *National Defense Education Act* marque une autre étape importante : la loi accorde des bourses de quatre années aux étudiants et des crédits d'équipement aux universités. Corollaire de cette volonté d'ouverture sociale, la fin de la ségrégation accélère

3. Daniel Rodgers, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

4. Olivier Zunz, *Le siècle américain. Essai sur l'essor d'une grande puissance*, Paris, Fayard, 2000.

5. Kenneth Olson, *The GI Bill, the Veterans and the Colleges*, Lexington, University Press of Kentucky, 1974.

l'élimination des inégalités structurelles du système : l'arrêt de la Cour Suprême, *Brown v. Board of Education*, en 1954, rend possible une intégration des Afro-américains. Dans la mesure où le système américain se distingue par l'absence de fortes sélections au niveau de l'enseignement secondaire, les étudiants voient leur nombre croître fortement. Grâce aux subsides du gouvernement fédéral, d'entreprises privées et de fondations philanthropiques, ils passent de 2,3 millions en 1947 à plus de douze millions trente ans plus tard⁶.

La massification de l'enseignement supérieur entraîne une explosion du nombre d'institutions universitaires : dans les années 1980, on en dénombre plus de quatre mille sur l'ensemble du territoire. Dans ces conditions, l'enseignement supérieur devient un marché comme les autres : chaque année, la presse classe les meilleures universités à l'aide de critères plus ou moins pertinents. La concurrence est extrêmement poussée. Dès les années 1960, l'économiste de Chicago, Gary Becker, formule sa théorie du capital humain pour désigner l'investissement nécessaire à l'accomplissement de longues études. Si les parents veulent garantir un avenir à leur progéniture, il faut désormais être prêt à en assumer le coût.

PRIORITÉ À LA RECHERCHE

C'est un fait incontestable : l'université américaine accorde toutes ses priorités à la recherche. Le prestige d'une université est lié à l'obtention de bourses, de récompenses et de prix Nobel ! Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les laboratoires de recherche et de développement se multiplient dans le pays. La guerre a démontré la réussite d'une symbiose entre la recherche universitaire et le monde des entreprises : le projet Manhattan, qui permit au pays de se doter de l'arme nucléaire, ne fut-il pas le résultat d'une collaboration entre les physiciens des meilleures universités et l'entreprise américaine Du Pont de Nemours, alors spécialisée dans les bas nylons ?⁷ Cette focalisation sur la recherche ne transforme pas nécessairement les universités en laboratoires hyperspécialisés.

Si la France se singularise par un effort de sélection des élites le plus tôt possible au sein de l'enseignement secondaire, qui iront ensuite alimenter les classes préparatoires et les grandes écoles, les États-Unis ne possèdent pas de système de sélection aussi précoce. Certes, les résultats aux fameux tests *Scholastic Aptitude Test* (SAT) à la fin des études secondaires sont importants pour le choix d'une université. Ce célèbre test est devenu un rite de passage, alimentant un marché florissant de préparation aux tests à l'image des célèbres

6. Robert Geiger, *Research and Relevant Knowledge: American Research Universities Since World War II*, New York, Oxford University Press, 1993.

7. Sur l'opération Manhattan, voir Pap Ndiaye, *Du nylon et des bombes. Du Pont de Nemours, le marché et l'État américain 1900-1970*, Paris, Belin, 2001.

manuels de la maison d'édition Kaplan⁸. Seuls les étudiants qui obtiennent les meilleurs résultats aux tests peuvent intégrer les prestigieuses universités *Ivy League* de la côte est. Quel que soit son choix, l'étudiant entame un cursus en partie généraliste (*undergraduate studies*) : il ne choisit que des matières majeures et mineures. Ce n'est qu'ensuite qu'il se spécialise dans le domaine de son choix (*graduate studies*) et bénéficie souvent de conditions de travail optimales. Lorsque débute cette spécialisation, le recrutement est très diversifié en ce qui concerne les études antérieures. Il n'est pas rare également de voir des gens, déjà entrés sur le marché du travail, entamer une reconversion ou un complément de formation : la seconde chance, si célébrée aux États-Unis, n'est pas un mythe ! Pour rendre pleinement efficace la machine universitaire, il convient d'attirer les meilleurs talents du pays et du reste du monde : un *brain drain* national et international fonctionne depuis de nombreuses années. Jusqu'à la fin des années 1960, les Américains utilisent pleinement les ressources nationales. À cette date, ils se rendent compte cependant du formidable potentiel des étudiants étrangers au lendemain des grands mouvements d'indépendance. Des millions d'étudiants se sont donc rendus aux États-Unis pour achever leur cursus universitaire. Dans les laboratoires des prestigieuses universités, c'est une plus-value exceptionnelle pour les laboratoires⁹.

Cette logique commerciale s'étend au recrutement des professeurs, pour lesquels les universités n'hésitent pas à offrir de mirobolants salaires. Toutes les disciplines universitaires aux États-Unis sont régies selon les règles du marché. Des presses universitaires au recrutement des enseignants, l'objectif financier est identique. Les enseignants négocient avec âpreté leurs salaires. Les presses universitaires américaines ne sont pas seulement une vitrine scientifique censée renforcer le prestige de telle ou telle université, mais également un commerce, plus ou moins lucratif.

LES LIMITES D'UN MODÈLE

Cette commercialisation de l'économie du savoir, revendiquée par les économistes de l'école de Chicago depuis de nombreuses années, a cependant un revers incontestable : si l'université américaine attire les meilleurs talents, quelle que soit leur origine sociale, grâce à un important système de bourses, elle n'efface pas les inégalités sociales et joue de moins en moins son rôle d'ascenseur social. Dans les années 1970, l'augmentation du nombre d'étudiants a quelque peu enrayé la belle machine universitaire. Dans son ouvrage fort célèbre *The Overeducated American* (1976), Richard Freeman raille cette société

8. Nicholas Lemann, *The Big Test. The Secret History of the American Meritocracy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1999.

9. Said Ouaked, *Les migrations des personnels qualifiés aux États-Unis : de la domination à la dépendance*, thèse de doctorat, université de Bourgogne, 2004.

où des diplômés d'Harvard ont tout loisir de conduire des taxis¹⁰. Cette croissance a introduit une situation de plus en plus concurrentielle et compliquée l'accès aux meilleures universités, créant ainsi un malaise au sein de la société. Ce sont principalement les classes moyennes qui ont souhaité remettre en cause les programmes de discrimination positive dont l'objectif était d'élargir la représentativité des étudiants¹¹. La Californie donne l'exemple : en 1978, la majorité obtenue en faveur de la Proposition 13 traduit une volonté de mettre un terme à l'interventionnisme politique. Progressivement, l'ouverture des universités aux étudiants les plus pauvres s'étiole. En 1996, la Californie supprime la mise en œuvre des programmes d'*affirmative action* tandis que de nombreux États (Texas, Mississippi, Louisiane, Californie, Floride, État de Washington) en réduisent le champ d'application¹². Cette mutation institutionnelle entraîne une baisse importante de la représentation des minorités dans l'enseignement supérieur. En 1997, pour la seule faculté de droit de UCLA, on note une baisse de 80 % des Afro-américains et de 32 % des Hispaniques.

Cette raréfaction de la diversité a des origines simples. Au début des années 1980, les bourses représentaient 55 % de l'aide des étudiants ; 41 % aujourd'hui. Conséquence directe, le recours à l'emprunt est de plus obligatoire pour les parents et/ou les enfants. Cette stratégie familiale n'est pas identique partout. Une étude sur les quartiers pauvres de Boston a montré que l'espoir d'intégrer l'université est identique à celui des enfants des quartiers plus favorisés : l'université est souvent conçue comme une libération familiale et éducative après les années de lycée ! Mais seulement un tiers des lycéens issus des quartiers pauvres avaient passé l'examen SAT au cours du mois d'octobre de leur dernière année universitaire, contre 97 % des enfants issus des milieux favorisés¹³. Cela s'ajoute au manque d'informations qui circulent dans les milieux défavorisés. Les connaissances sur le système de bourses étant relativement faibles, beaucoup de parents sont rebutés à l'idée d'envoyer leurs enfants dans des universités coûteuses.

Les universités sont contraintes de répercuter sur les frais d'inscription le ralentissement de l'investissement public. Cette diminution des fonds publics s'opère à un moment où le coût moyen de formation par étudiant augmente considérablement. Dans l'enseignement supérieur, les frais d'inscription ne cessent d'augmenter : entre 1976 et 1995, ils ont été multipliés par quatre à l'Université de Californie-Los Angeles (UCLA)¹⁴. L'écart se creuse inexorablement

10. Robert Freeman, *The Overeducated American*, New York, Academic Press, 1976.

11. Thomas, Mary Edsall, *Chain Reaction. The Impact of Race, Rights and Taxes on American Policies*, New York, Norton, 1991.

12. Voir Lydia Chavez, *The Color Bind: California's Battle to End Affirmative Action*, Berkeley, University of California Press, 1998.

13. Cité dans Robert Haveman, Timothy Smeeding, « The Role of Higher Education in Social Mobility », *The Future of Children*, vol. 16, n° 2, 2006, p. 125-150.

14. R. Benjamin, S. Carroll, *Breaking the Social Contract: The Fiscal Crisis in Higher Education*, Santa Monica, Council for Aid to Education, RAND, 1999, p. 17.

entre les universités publiques et privées, en raison de l'augmentation des frais d'équipement, notamment dans le domaine informatique¹⁵. Est-ce un hasard si les critiques virulentes se multiplient contre l'élitisme de l'université américaine depuis une dizaine d'années? D'après les données contenues dans le *Social Register*, le Bottin mondain contenant la liste des familles de l'élite américaine, 92 % des familles présentes en 1940 y sont toujours en 1977¹⁶. En dépit des velléités réformistes d'après-guerre, les écoles préparatoires (*prep schools*) demeurent élitistes : seulement 4 % des étudiants y accédant sont issus de la communauté afro-américaine, alors qu'ils représentent 19 % des lycéens¹⁷. L'université américaine ne joue plus son rôle d'ascenseur social et renforce le capital culturel et social des élites. Selon certains, cette fonction possède un fondement institutionnel : la préférence familiale (*legacy preference*), la discrimination positive dont bénéficient les membres de l'*overclass* que Michael Lind qualifie de « secret le mieux caché de l'Amérique ». À l'origine, le système avait été créé dans les années 1920 pour limiter l'accès des étudiants juifs. En 1925, Yale adopte ce système et sera suivie par d'autres universités de l'*Ivy League*. Alors que le débat politique se concentre désormais sur les effets négatifs de l'*affirmative action*, tout le monde feint d'oublier le rôle de cette clause familiale : dans les années 1980, 40 % des enfants d'anciens élèves (*alumni*) à Harvard sont acceptés contre 14 % pour les autres candidats¹⁸. À Princeton, Yale ou encore Stanford, les données sont équivalentes¹⁹. Indéniablement, la concurrence croissante dans les universités a renforcé le poids des réseaux familiaux. L'accès aux grandes universités sert de plus en plus à valider un positionnement dans la hiérarchie sociale. Cette pratique de la préférence familiale se prolonge dans le monde du travail.

Longtemps justifiés par la logique du marché, ces chiffres inquiètent aujourd'hui : alors que les déclarations d'un Bill Gates sur la corrélation entre la détention d'un diplôme d'études supérieures (*master's degree*) et le niveau de réussite sociale sont acceptées par tous, le nombre d'étudiants diplômés stagne. Seuls l'Allemagne et les États-Unis sont dans ce cas aujourd'hui alors que l'ensemble des pays industrialisés connaît une croissance forte du nombre de diplômés du supérieur. Les enfants issus des milieux défavorisés réduisent souvent leur temps de scolarisation à deux années. Pour financer leurs études, ils doivent travailler dans la restauration rapide et la grande distribution : Walmart en emploie plusieurs milliers. Faute de réussite suffisante aux tests SAT, ce sont souvent des petites universités (*community colleges*) qui les acceptent. En

15. C. H. Persell, P.W. Cookson, Jr., « Microcomputers and Elite Boarding Schools: Educational Innovation and Social Reproduction », *Sociology of Education*, vol. 60, April 1987, p. 123-134.

16. D. Broad, « The Social Register: Directory of America's Upper Class », *Sociological Spectrum*, 16, p. 173-181.

17. C. H. Persell, P.W. Cookson Jr., *Preparing for Power*, p. 67.

18. Michael Lind, *The Next American Nation*, p. 169.

19. *Ibid.*, p. 170.

leur sein, les étudiants sont relativement faibles et s'inscrivent en grande majorité pour des cours de rattrapage en anglais et en mathématiques. On estime à 60 % le nombre de Latinos scolarisés dans le supérieur qui intègrent ce type d'université. Toutefois, et c'est là que le bât blesse, seuls 30 % des étudiants inscrits décident de prolonger leur cursus au-delà des deux années requises²⁰. Ces universités ne jouent plus le rôle de sas qu'elles avaient longtemps joué dans le pays pour recruter les meilleurs éléments.

À l'heure où le modèle américain en matière universitaire fascine les élites françaises, il convient d'en rappeler les forces et les limites. Sa force principale ? Ne pas avoir isolé l'université du monde social. Ce n'est pas un hasard si l'université reflète systématiquement les débats politiques et alimente régulièrement le monde du travail de jeunes diplômés brillants : l'université est au cœur de la société, là où elle est encore bien trop isolée en France. Le financement des laboratoires de développement et de recherche s'organise sous l'effet conjoint de fonds publics et privés. Qu'un laboratoire, même dans une université publique, touche des subsides d'une grande entreprise pour conduire des recherches en biologie moléculaire ne choque personne ! Mais depuis la victoire des conservateurs américains dans les années 1980, l'université a perdu ce qui faisait d'elle un formidable modèle pour les pays occidentaux. Deux spécialistes de l'université américaine, Robert Haveman et Timothy Smeeding, en dressent en 2006 le terrible constat : « Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les États-Unis possèdent un système unique combinant le privé et le public. Dans la plupart des autres nations, où l'enseignement supérieur est plus universel et en grande partie public, le coût de l'enseignement supérieur est plus facilement pris en charge, mais l'homogénéisation peut aussi nourrir la médiocrité. Pourtant, ces pays peuvent être riches d'expériences, comme l'est l'expérience américaine. Nos recommandations en termes de politique sont délibérément hardies et sont destinées à augmenter le nombre d'élèves issus des milieux pauvres et des classes moyennes pour augmenter de la sorte la mobilité sociale et économique entre les générations. Car nous possédons une grande réserve de lycéens diplômés qui veulent encore être formés, même s'ils n'y sont pas préparés. »²¹

Tous les indicateurs vont dans le même sens : le recrutement social tend à s'homogénéiser de façon inquiétante. La méritocratie américaine est en

20. Chiffres tirés de Robert Haveman, Timothy Smeeding, « The Role of Higher Education in Social Mobility », *The Future of Children*, vol. 16, n° 2, 2006, p. 146.

21. Robert Haveman, Timothy Smeeding, « The Role of Higher Education in Social Mobility », *The Future of Children*, vol. 16, n° 2, 2006, p. 146.

crise²². Dans les 146 meilleures universités du pays, qui représentent 10 % de l'ensemble des étudiants, 74 % viennent des segments les plus riches de la société, alors que seulement 3 % seulement viennent de milieux défavorisés. Dans les 253 universités de rang inférieur, les pourcentages sont respectivement de 46 % et 7 %. Seules les petites universités (*community colleges*) accueillent de façon significative les étudiants pauvres. On est donc loin de la multiversité et du modèle démocratique, voulus par Clark Kerr dans les années 1960 ! À cette date, Kerr avait mis en place un grand plan de développement pour la Californie. Ce sont des plans similaires qui seraient nécessaires pour sauvegarder la richesse et la diversité de l'université américaine.

22. Sur ce point, voir Romain Huret « Le recrutement des élites aux États-Unis au vingtième siècle », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 39, Septembre 2005, p. 25-36.